

# ALGÉRIE

## *Un anniversaire, Mais la révolution continue*

Je ne célébrerai pas le dixième anniversaire de la révolution algérienne. Quelques généralités, trois anecdotes, un ou deux portraits bien sentis, c'est notre façon à nous de déposer des gerbes et de sonner du clairon. Il ne convient pas d'accomplir ce rite pour la révolution algérienne parce que cet événement ne se célèbre pas devant les monuments aux morts : il est quotidiennement vécu par des millions d'hommes, de femmes et de jeunes gens.

Surgie de la nuit coloniale au grand soleil de la liberté, l'Algérie nous dérouté et c'est normal. Ce qu'elle nous demande aujourd'hui, c'est moins de chanter les vertus de ses *chouhada* que d'essayer de comprendre les réalités avec lesquelles ses vivants se trouvent confrontés. Essayons.

L'une des raisons majeures de nos difficultés à comprendre l'Algérie nouvelle est que nous datons mal son histoire. Quand nous tentons de porter sur ce pays un jugement politique, c'est à partir des événements qui se sont déroulés en juillet 1962, l'année et le mois de la proclamation officielle de l'indépendance. Et avant ? Pour nous, avant, ce n'est pas de l'Histoire, c'est la Légende, la Chanson de geste. Et nous ne comprenons pas pourquoi les paladins sont brusquement descendus de leurs chevaux pour devenir des hommes comme les autres.

### **Un temps pour la lucidité**

Cette naïveté, il faut le dire, nous la devons à un réflexe qui fut sain au départ. Les informations sur la vie clandestine de la révolution algérienne, nous n'en avons pas ou nous en avons peu, et nous devons faire front à une intense opération de bourrage de crâne entreprise par les tenants du colonialisme. Alors nous nous bouchions les oreilles ou nous tournions le bouton de la radio comme jadis quand parlait Jean-Herold Paqui.

Il est un temps pour résister, il en est un autre pour réfléchir. Aujourd'hui, nous disposons de sources d'information dignes de foi sur ce que fut la révolution algérienne. La plus sérieuse semble la commission historique du dernier congrès F.L.N. Les jeunes commissaires ont manifesté le souci évident de ne ménager personne.

### **Un coup d'œil sur leurs travaux**

La commission d'histoire distingue dans les événements qui se sont déroulés entre 1954 et 1962 deux forces algériennes qui vont tantôt se compléter, tantôt s'opposer.

*Première force : le peuple.* La révolution est née de mouvements spontanés dans les campagnes. Aux mots d'ordre des politiques, des partis et des syndicats, les paysans exaspérés répondent par le mot d'ordre : collectons de l'argent pour acheter des armes ; nous ne pourrons parler d'égal à égal avec les colons que lorsque, comme eux, nous aurons des fusils dans les mains.

*Deuxième force : les fils de « bachagas ».* Tous les chefs révolutionnaires ne seront pas fils de bachaga ou de caïd, mais ce sera plus fréquemment dans ce milieu qu'ils se recruteront. Eux seuls — ou à peu près — ont l'instruction, l'expérience du commandement et de l'organisation. Au mouvement paysan qui, très naturellement, va solliciter leur concours, ils donneront des structures qu'une tradition familiale leur fait considérer comme les meilleures : des structures patriarcales, voire féodales. Pendant un moment ce type de structure s'avérera efficace. Contre l'armée française, le willayisme constituera la meilleure formation d'organisation militaire pour un peuple qui n'a pas les moyens de livrer des batailles en rase campagne. Quand viendra le moment de donner au peuple une organisation pour le temps de paix, le willayisme deviendra contestable : il se présente comme un obstacle à la réalisation de l'unité nationale, comme un élément de « congolisation », selon l'expression à la mode à l'époque. Les chefs historiques semblaient envisager de se partager le pouvoir moins par secteurs d'activité que par régions géographiques.

### **Régionalistes et unitaires**

Telles sont les conditions dans lesquelles s'ouvrira la crise de juillet 1962, la crise qui va

voir les chefs historiques se fractionner en deux camps. Il nous sera impossible d'expliquer cette crise si nous ignorons ce qui s'est passé auparavant. Impossible surtout de l'expliquer sans passion. Je crois, pour ma part, qu'à la lumière de ce qui précède, les événements qui suivent apparaissent sous un éclairage nouveau.

Donc, en juillet 1962, unitaires et régionalistes s'affrontent. L'opinion européenne manifesterait nettement ses préférences pour les régionalistes, suspects de féodalisme peut-être, mais regroupant des gens qui ont été des combattants loyaux et courageux. Dans le clan des unitaires, il y a beaucoup d'affairistes, c'est normal les grandes affaires ont toujours eu besoin de l'unité nationale.



{Photo A.F.P.

Ben Bella  
Déjà dix ans...

Le jeu de Ben Bella consistera moins à se préoccuper de la bonne ou de la mauvaise tête des dirigeants des deux camps que de la concordance de leurs desseins avec les aspirations populaires. Le peuple veut l'unité, les affairistes aussi, mettons les affairistes dans notre jeu. C'est ainsi que, pendant plusieurs mois, Ben Bella va gouverner avec Khidder.

Mais, une fois l'unité géographico-administrative en partie réalisée, le peuple murmure à nouveau. Les affairistes, achetant à des prix défiant toute concurrence, les magasins, les ateliers et les villas des pieds-noirs, sont en train de former une bourgeoisie dont la force économique s'accroît de jour en jour. Ben Bella cassera les reins aux affairistes, qui voient la plupart des terres et des biens qu'ils viennent d'acquérir nationalisés et placés sous gestion ouvrière.

## De nouveaux cadres

C'est ainsi que verront le jour les décrets de mars 1963 instituant le régime de l'autogestion. On a qualifié ces décrets d'historiques. Ce n'est nullement un abus de terme. A partir de ce moment, le peuple reçoit la possibilité de sécréter ses propres cadres et non plus de laisser ceux qui sortent de ses rangs s'intégrer tout simplement au milieu aristocratique. Bien entendu, il faudra un certain nombre d'années à l'autogestion pour devenir la force économique dominante. En attendant, bien des cadres, bien des institutions de type classique doivent demeurer en place et ne se contentent pas d'y demeurer, mais cherchent à en déloger les nouveaux cadres du secteur socialiste. Une obscure bataille est engagée, et non seulement dans quelques lointains maquis, mais au sein même du régime, à l'intérieur des ministères. Il en résulte dans l'exercice du pouvoir, dans la vie administrative et économique, une certaine confusion, un certain nombre de mesures plus ou moins heureuses qui agacent tant les visiteurs amis venus découvrir un paradis socialiste.

Et l'on comprend souvent difficilement qu'aux féodalités colonialistes d'hier se soient subitement substitués, dans le secteur commercial, des organismes d'affaires liés ouvertement à des partis politiques d'extrême-gauche, dont le moins qu'on puisse dire est que leur activité est souvent douteuse, sinon bénéfique pour certains individus.

## Ligne en dents de scie

La révolution algérienne ressemble à toutes les autres, sa ligne est en dents de scie. Ce qui importe, ce sont ses chances de réussite. Elles semblent très sérieuses. Si le secteur socialiste compte, au sein même du régime, nombre d'adversaires et de taille, aucun de ceux-ci n'ose le dire ouvertement. Ce n'est un secret pour personne à Alger que, lors du congrès F.L.N. du printemps dernier, bien des délégués votèrent les thèses d'inspiration marxiste uniquement pour ne pas encourir la réprobation populaire.

Aujourd'hui, le peuple algérien n'est sans doute pas encore totalement maître du pouvoir. Ceux qui le partagent avec lui ne constituent plus, en tout cas, que les forces d'appoint, au soir de l'an X de la révolution.

Jacques Vivien